



**C.E.A
SITE DE CADARACHE**

13115 SAINT PAUL LES DURANCE

A l'attention de : M Eric EVENOR

**Rapport de mission de repérage des matériaux
et produits contenant de l'amiante avant
réalisation de travaux**

RAPPORT N° 2020-1207-1512-AMIGS 007 A533691384.1-003-1

Ce rapport annule et remplace les éventuels rapports précédents

Lieu d'intervention :



CEA BAT 151 Centre de Cadarache
Percements de façades pour mise en place de goulottes
13115 SAINT PAUL LES DURANCE

**N° D'AFFAIRE : CT A533691384.1
RAPPORT ETABLI LE : 26/01/2021**

CODE PRESTATION : CDAM0160-3

Apave - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 184 688 086 € - RCS Paris 527 573 141
Filiales opérationnelles : **Apave Alsacienne SAS** - RCS 301 570 446 ; **Apave Nord-Ouest SAS** - RCS 419 671 425 ;
Apave Parisienne SAS - RCS 393 168 273 ; **Apave Sudeurope SAS** - RCS 518 720 925




SOMMAIRE :

INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	3
DESIGNATION DU BATIMENT.....	3
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	3
EXÉCUTION DE LA MISSION	3
REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	3
SIGNATURE ET VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	3
CONCLUSION(S) DU RAPPORT	3
RESULTATS DU REPERAGE	4
MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AFFECTES PAR LES TRAVAUX.....	4
MATERIAUX OU PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE.....	4
INVESTIGATIONS NON REALISEES	5
MOYENS D'ACCES A METTRE A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE	5
INVESTIGATION(S) APPROFONDIE(S) DEVANT ETRE REALISEE(S) PAR LE DONNEUR D'ORDRE	5
COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION	5
OBJECTIF	5
REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	5
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	5
PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION	6
PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	6
PROGRAMME ET PERIMETRE DE REPERAGE DEFINIS PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE	6
RAPPORT(S) ANTERIEUR(S).....	6
OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE DE L'IMMEUBLE BATI	7
PRECONISATIONS	7
ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION	8
ANNEXE CROQUIS	10
ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES	13
ANNEXE AUTRES DOCUMENTS	14
ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE.....	15
ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE.....	16
CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS.....	18

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES	
1.1	DESIGNATION DU BATIMENT	
Adresse : Bât 151 Site de CADARACHE 13115 SAINT PAUL LES DURANCE Étage : 0 Bâtiment : Nature du bâtiment : Industriel Cat. du bâtiment : ERP 5°		Numéro de Lot : Référence Cadastre : Non communiqué Date du Permis de Construire : Antérieur au 1er juillet 1997
1.2	DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	
Nom : M Eric EVENOR Qualité : Maîtrise d'ouvrage Adresse : Bât 112 Site de CADARACHE 13115 SAINT PAUL LES DURANCE		Nom : CEA Adresse : Centre de CADARACHE 13115 SAINT PAUL LES DURANCE
1.3	EXÉCUTION DE LA MISSION	
Rapport N° : 2020-1207-1512-AMIGS 007. A533691384.1-003-1 Repérage réalisé par : Benjamin ANGUILLE N° certificat de qualification : CDPI 5748 Date d'obtention : 28/02/2018 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : I Cert Date de la commande : 11/12/2020 Accompagnateur : M Jean Marc CHAUSSY		Laboratoire d'Analyses : ALS. Adresse laboratoire : 8, rue de l'ancien Lavoir 69720 Saint Laurent de Mûre Numéro d'accréditation : COFRAC n°1-5853 Organisme d'assurance professionnelle : AXA FRANCE IARD Adresse assurance : 313 Terrasse de l'ARCHE 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 5271124804 Date de validité : 31/12/2021
1.4	REFERENCE DU PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE	

- Absence de programme de travaux.

1.5	SIGNATURE ET VISA DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT
Nom du diagnostiqueur : ANGUILLE Benjamin AGENCE VAR 21, avenue Joliot Curie 83130 LA GARDE Signature de l'opérateur 		Lieu et date d'établissement du rapport Fait à CADARACHE le 26/01/2021
1.6	CONCLUSION(S) DU RAPPORT	

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les parties de l'immeuble rendues accessibles lors de notre intervention.

2 RESULTATS DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

2.1 Matériaux ou produits contenant de l'amiante affectés par les travaux

Etage	Local	Elément	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Estimation des quantités
NEANT						

L'estimation des quantités ne concerne que les matériaux ou produits contenant de l'amiante présents dans l'immeuble bâti et concernés par le programme de travaux.

Elle ne prend pas en compte :

- ☐ Les autres matériaux ou produits contenant de l'amiante repérés dans l'immeuble bâti mais non concernés par le programme de travaux
- ☐ Les techniques utilisées par les entreprises de travaux pour la dépose des matériaux ou produits repérés.
- ☐ La quantité de déchets générés par les entreprises elles mêmes lors de la dépose de ces matériaux ou produits (équipements de protection individuelle, moyens de protection collective ...)

Ces mastics se retrouvent de façon très hétérogène sur l'ensemble des fenêtres de la zone de travaux avec de nombreuses réparations ; En l'absence de prélèvements exhaustifs, il sera nécessaire de considérer l'ensemble de ces éléments comme contenant de l'amiante.

2.2 Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante

Etage	Local	Elément	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage
0	S:Sol Local P024	Mur D	Mur D / Revêtement bitumineux	Résultat d'analyse (P001)	
0	Façade EST ("U intérieur")	Mur	Enduit ciment peint sur soubassement	Résultat d'analyse (P002)	
0	Façade Nord ("U intérieur")	Mur	Enduit ciment peint sur soubassement	Résultat d'analyse (P003)	

2.3 Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante non prélevés

Sans objet

3 INVESTIGATIONS NON REALISEES

3.1 Moyens d'accès à mettre à disposition par le donneur d'ordre

Néant.

3.2 Investigation(s) approfondie(s) devant être réalisée(s) par le donneur d'ordre

Néant.

4 COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION

4.1 OBJECTIF

Le repérage de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti est défini à l'article R. 4412-97 du Code du Travail. Il consiste à rechercher, identifier, localiser et quantifier les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux tels qu'ils ont été définis par le donneur d'ordre.

4.2 REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

Loi no 2016-1088 du 8 août 2016,
Décret no 2012-639 du 4 mai 2012 modifié par le décret 2017-899 du 9 mai 2017 et par le décret 2019-251 du 27 mars 2019,
Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
Articles L.4412-2, L.4531-1, L.4121-3 et R.4412-97 du Code du travail,
Norme NF X 46 020 du 05 août 2017.

4.3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date(s) et nature des visites sur site

Date(s) de la ou des visites	Objet
18/01/2021	Prélèvements pour analyse de matériaux selon plans ou informations complémentaires précisées sur site

Documents remis :

Titre	Objet	Référence	Date	Auteur / Société
Demande d'intervention		2020-1207-1512-AM IGS 007		JM.CHAUSSY

Ecart(s) par rapport à la norme NF X 46-020 : Néant

Conditions du repérage : Le repérage est réalisé conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, qui prescrit la fréquence minimale des sondages et prélèvements au sein de zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Lorsque le repérage ne peut être dissocié de l'engagement de l'opération elle-même pour des raisons techniques communiquées par l'opérateur de repérage (dépose de doublages, de pléniums etc), le donneur d'ordre fait procéder au repérage au fur et à mesure de l'avancement des travaux projetés.

Moyens mis à disposition de l'opérateur : Aucun

Commentaire : Néant

5 PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION

5.1 PROGRAMME DE TRAVAUX DEFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Le périmètre des travaux est défini sur indications orales du donneur d'ordre.

- Demande de prélèvements dans le cadre de travaux de percements de façades selon des zones désignées par notre accompagnateur afin de déterminer la présence ou éventuellement l'absence d'amiante.

Si des produits ou matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, n'auraient pas fait l'objet d'investigations car non identifiés comme concernés par le programme de travaux tel que communiqué par le donneur d'ordre, ce dernier devra effectuer des investigations complémentaires.

5.2 PROGRAMME ET PERIMETRE DE REPERAGE DEFINIS PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE

Périmètre de repérage : Ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concernés par la mission de repérage, telle que découlant du programme des travaux fixé par le donneur d'ordre.

Etage	Local / partie d'immeuble concerné par les travaux	Visitée	Justification
0	Local P24 Mur D zone de percement	OUI	
0	Façade cours extérieure zones de percement	OUI	

Programme de repérage : Liste des composants de construction et parties de composants de construction à inspecter à l'occasion de la mission de repérage. Le programme de repérage est établi sur la base du programme des travaux fixé par le donneur d'ordre, en prenant notamment en considération les données de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019.

6 RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

Rapports précédents :

Absence de rapports antérieurs ou non communiqués

7 OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE DE L'IMMEUBLE BATI

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier amiante – parties privatives» (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier technique amiante» (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux.

Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

8 PRECONISATIONS

L'adéquation entre le périmètre de repérage associé à cette prestation et le champ d'intervention effectif des destinataires du présent document pouvant présenter des évolutions en fonction des besoins du donneur d'ordre, toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés notamment pour des raisons de modification du programme de travaux ou d'hétérogénéités non précisées par le donneur d'ordre, doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux et d'investigations complémentaires appropriées dans les meilleurs délais.

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail.

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

ANNEXE FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

PRELEVEMENT : P001

Emplacement



Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
CEA	2020-1207-1512-AM IGS 007	S:Sol Local P024
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Revêtement bitumineux	18/01/2021	B.ANGUILLE
Localisation		
Mur D		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P002

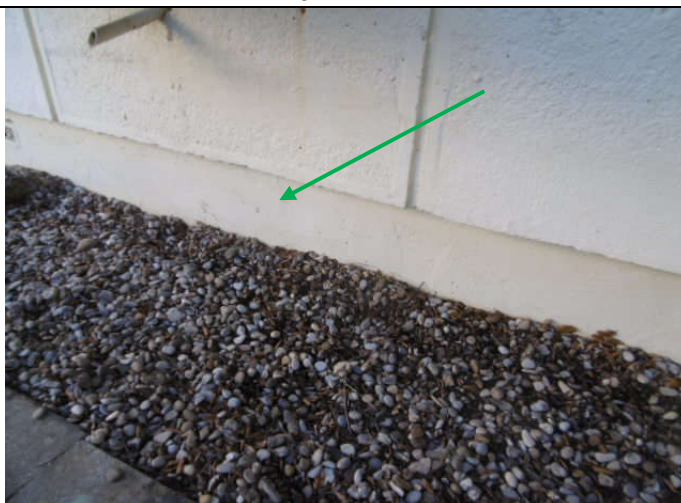
Emplacement



Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
CEA	2020-1207-1512-AM IGS 007	Façade EST ("U intérieur")
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Enduit ciment peint sur soubassement	18/01/2021	B.ANGUILLE
Localisation		
Mur		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

RELEVEMENT : P003

Emplacement



Nom du client	Numéro de dossier	Pièce ou local
CEA	2020-1207-1512-AM IGS 007	Façade Nord ("U intérieur")
Matériau	Date de prélèvement	Nom de l'opérateur
Enduit ciment peint sur soubassement	18/01/2021	B.ANGUILLE
Localisation		
Mur		
Résultat amiante		
Absence d'amiante		

ANNEXE CROQUIS

ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES



Rapport d'essai numéro 21E0044.11.AA.Rev00 en date du 22/01/2021

Recherche et identification des fibres d'amiante dans les matériaux

Page 1 sur 1

Client

APAVE SUDEUROPE SAS
21 avenue Irène et Frédéric Joliot-Curie
83130 LA GARDE

Dossier

Référence : **2020-1207-1512-AM IGS 007 (Bât 151)**
Provenance : Prélèvement réalisé dans le cadre d'un repérage avant travaux
Adresse : CEA, CADARACHE, 13108 SAINT-PAUL-LES-DURANCE
Prélèvement : le 18/01/2021 par M. ANGUILLE Benjamin
Réception le : 19/01/2021 Préparation et analyse : du 19/01/2021 au 22/01/2021

Références	Description visuelle de la couche	Analyses Principe (nombre)	Résultats
001 A1 - S:Sol Local P024 - Mur D / Revêtement bitumineux	C1* Matériau de type ciment dur (gris) + Matériau de type bitumineux fin (noir)	META (1)	Amiante non détecté
002 A2 - Façade EST ("U intérieur") - Enduit ciment peint sur soubassement	C1* Matériau de type enduit dur (gris) + Matériau de type peinture (jaune)	META (1)	Amiante non détecté
003 A3 - Façade Nord ("U intérieur") - Enduit ciment peint sur soubassement	C1* Matériau de type enduit dur (gris) + Matériau de type peinture (jaune)	META (1)	Amiante non détecté

Méthodologie	Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Lorsque le signe "+" apparaît dans la description visuelle, il s'agit de couches indissociables qui n'ont pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse. Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande.
Technique analytique	Il s'agit d'une recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux réalisée selon les parties pertinentes de la norme NF X 43-050. Préparation selon méthode interne ITAA82 et SPAA84 (Préparation par calcination, attaque chimique et attaque mécanique). Analyse par Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META).
Limite de détection	Le laboratoire garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans la prise d'essai est supérieure ou égale à 0.1% en masse. Dans le cadre d'une couche indissociable, la limite de détection n'est pas garantie pour chaque couche unitaire mais pour la prise d'essai obtenue par mélange des éléments constitutifs de ladite couche indissociable.
Résultats	Amiante détecté --> le laboratoire a procédé à une identification des fibres (analyse réalisée sur les critères morphologie, analyse chimique et diffraction) sauf mention particulière. Amiante non détecté --> la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

Approbation : **M. Samuel LAVRY**
Responsable du laboratoire

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation.
Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole * sont couverts par l'accréditation pour les items description visuelle, nombre de préparations et résultats.
Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à analyse tels qu'ils ont été reçus.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

ALS - 8, rue de l'Ancien Lavoisier - 69720 ST LAURENT DE MÛRE (France)
Tél : 04 82 53 89 90 - Fax : 04 82 53 89 87 - Mail : contact@alsfrance.fr

Accréditation
n°1-5853

Portée
disponible
sur www.cofrac.fr

ANNEXE AUTRES DOCUMENTS

ANNEXE CERTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE



Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 5748 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ANGUILLE Benjamin

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention Amiante Avec Mention**
Date d'effet : 25/08/2020 - Date d'expiration : 27/02/2023

Amiante sans mention Amiante Sans Mention*
Date d'effet : 25/08/2020 - Date d'expiration : 27/02/2023

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 25/08/2020.



Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amianté dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTEE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev14

ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, atteste par la présente que l'assuré

APAVE
Immeuble Canopy
6 rue du Général Audran
92400 COURBEVOIE

agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE SUDEUROPE SAS et de sa filiale APAVE NDT (Apave Non Destructive Testing)**

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° **5271124804**, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.



Contrat RC n° 5271124804 2/2

TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle	
Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada <i>sous-limités :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

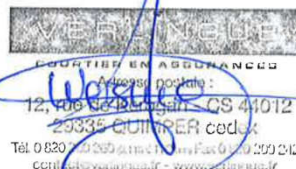
***Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.**

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021 au 31/12/2021** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 22/12/2020
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :


SUDEUROPE
 COURTIER EN ASSURANCES
 Adresse postale :
 12, rue de la République CS 44012
 29335 GUINER cedex
 Tél 0820 70 230 (numéro vert) Fax 02 98 29 012
 contact@sudeurope.fr - www.sudeurope.fr

CONSEILS SUR LES MODALITES D'ELIMINATION DES DECHETS

Les responsabilités du producteur de déchets

Le Code de l'Environnement dispose dans son article L. 541-2 : « *Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.* »

A ce titre, pour des travaux de désamiantage, le maître d'ouvrage (en général le propriétaire) est responsable de la bonne élimination des déchets issus du chantier. Les déchets de chantier tels que les équipements de protection des intervenants sont de la responsabilité de l'entreprise effectuant les travaux.

Les familles de déchets

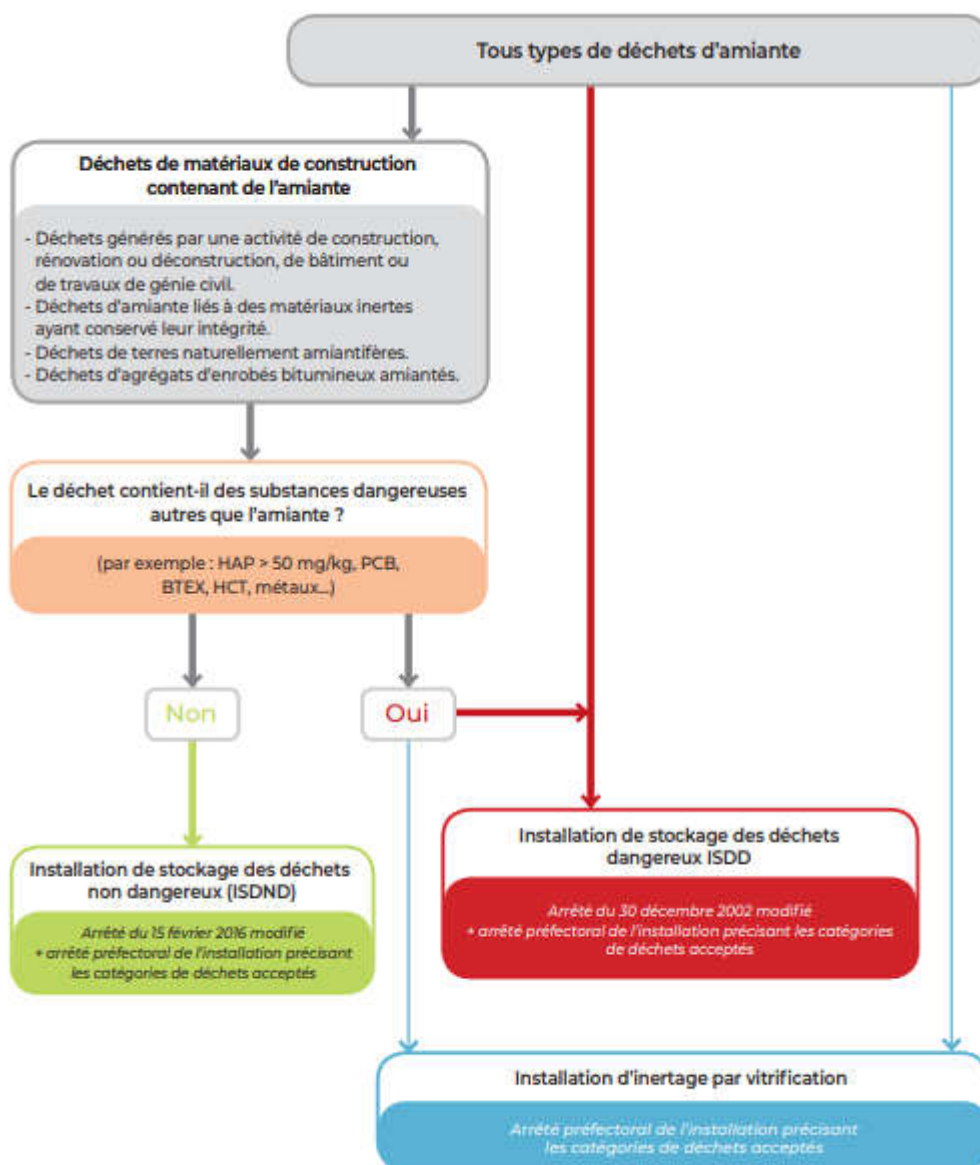


Les différentes sortes de déchets d'amiante

Les déchets d'amiante se divisent en deux grandes catégories quant à la gestion de leur élimination. **Le traitement va dépendre de la nature des déchets amiantés.** :

Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou installation d'inertage par vitrification	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
Tous types de déchets amiantés, y compris les déchets connexes de chantiers contaminés (EPI, films de protection)	Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, y compris les terres naturellement amiantifères et les agrégats d'enrobés bitumineux amiantés

A CHAQUE DECHET SA FILIERE



Document INRS

Organisation à prévoir pour la gestion de ces déchets

L'entreprise doit appliquer les dispositions réglementaires existantes concernant les déchets qu'elle produit ou détient, car elle en est responsable. Elle doit impérativement disposer, avant même le démarrage des travaux, d'un **certificat d'acceptation préalable (CAP)** de l'installation de stockage des déchets ou de traitement par vitrification pour chaque catégorie de déchet amianté que son activité va produire. Un **bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante (BSDA)** accompagne chaque lot depuis son lieu de production jusqu'à son élimination finale.

À toutes les étapes de la gestion de ces déchets, la manutention des déchets doit être organisée de façon à éviter la libération de fibres. L'utilisation de moyens adaptés d'aide à la manutention ou au levage est à rechercher. Le nettoyage des surfaces, outils, engins, véhicules sera effectué par humidification et aspiration avec du matériel adapté (soufflettes à proscrire). Les salariés doivent être informés des risques qu'ils encourent et formés aux moyens de prévention (modes opératoires, EPI, règles d'hygiène).

Élimination des déchets

Les déchets doivent être confiés à des centres de traitement autorisés, après demande d'un certificat d'acceptation préalable.

Les adresses des installations de stockage des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès des préfectures, des Conseils généraux, des mairies, des DREAL et de l'ADEME ainsi qu'en consultant les sites suivants :

<https://www.sinoe.org/>

<http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>